



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 17 novembre 2011)

Kenneth Blackman (Porte-parole adjoint de l'ONUCI) : Bonjour Mesdames et messieurs. Bienvenue à la conférence de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, qui a lieu cette semaine à Agboville en marge des Journées de l'ONUCI qui se tiennent dans cette ville.

Je commencerai par les activités du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, M. Albert Koenders. Il est parti hier à Ouagadougou pour une prise de contact avec le Facilitateur de l'Accord politique de Ouagadougou, le Président Blaise Compaoré du Burkina Faso. La rencontre est prévue pour ce matin. Le sujet principal de leurs discussions est bien sûr le processus de paix en Côte d'Ivoire et notamment le processus électoral. Cette visite marque la première mission extérieure du Représentant spécial depuis sa prise de fonction le 24 octobre dernier. Auparavant, il a rencontré divers acteurs et partenaires du processus de paix dont les plus hautes autorités étatiques du pays, les représentants de partis politiques et de groupes politiques de tout bord, et les membres du corps diplomatique.

En ce qui concerne les activités de la force militaire de l'ONUCI, afin de rassurer la population et de contribuer à sa protection, la force a effectué 1289 patrouilles terrestres et aériennes la semaine qui vient de s'écouler. Elle a aussi effectué des patrouilles mixtes avec les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria.

La sécurité, en l'occurrence la sécurisation des élections législatives du 11 décembre, était aussi à l'ordre du jour de la rencontre tripartite des généraux – c'est-à-dire ceux de l'ONUCI, de Licorne et des FRCI, qui s'est tenue mercredi, hier donc, à Abidjan. Les généraux ont également discuté des conclusions d'un colloque sur les menaces transfrontalières qui s'est tenu récemment à Dakar.

Dans le cadre de ses actions humanitaires, la force de l'ONUCI a offert des soins et des consultations gratuits à 1435 patients et distribué 49 800 litres d'eau potable, donc presque 50 000 litres au cours de la semaine qui vient de s'écouler.

Par ailleurs, l'équipe de dépollution des bombes et munitions non explosées continue sa mission sur l'étendue du territoire.

Sur le plan de la promotion de la paix et d'un environnement apaisé avant, pendant et après les élections législatives, l'ONUCI poursuit sa campagne de sensibilisation à travers le pays.

Par exemple, au niveau du volet sport pour la paix, en ce moment même, la

Mission organise un mini tournoi de football pour la réconciliation à Djibrosso, sous-préfecture du département de Kani, située à environ 145 Km de Séguéla.

Ce tournoi est doté d'un trophée « ONUCI / Avançons sur la Route de la paix » et permet comme toutes nos activités Sport pour la paix, de mettre en exergue, les vertus que prône le sport, tel le fair-play et le respect des règles, le respect de l'adversaire, et le respect du résultat.

Demain, vendredi 18 novembre, l'ONUCI et les gendarmes de Côte d'Ivoire joueront également au football. Il s'agit d'un match de gala à Séguéla qui permettra de rapprocher les deux entités dans la perspective des défis prochains à relever.

La communication de proximité continue avec ONUCI TOUR, ainsi demain vendredi, on sera à Bahé Blahon sur l'axe Duekoue-Guiglo et le 23 novembre, on sera à Gabiadji dans le Bas Sassandra

La sensibilisation se poursuivra les 21 et 22 novembre à Man, à travers un séminaire d'échanges et de sensibilisation avec les élus, cadres et le corps préfectoral de la Région des Montagnes. Ce séminaire aura pour thème « L'engagement des élus, des cadres et du corps préfectoral de la Région des Montagnes pour la promotion de la culture de la paix et le renforcement de la cohésion sociale pour un environnement post-crise apaisé ». Ce type de séminaire a déjà eu lieu, depuis le mois de septembre ici, dans l'Agneby, le Bas Sassandra, la Marahoué, le Moyen Cavally et le Sud-Bandama.

La Division Désarmement, Démobilisation, réintégration et réforme du Secteur sécuritaire (RSS/DDR) de l'ONUCI participe depuis hier et jusqu'au 18 novembre à Bassam, à l'Atelier de restitution de l'enquête nationale et d'élaboration du plan national d'action dans le domaine du DDR et de la réforme du secteur sécuritaire. Elle fera une présentation sur l'Appui de la communauté internationale aux initiatives nationales de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des Armes légères et de petit calibre'.

Ces différentes plateformes d'échanges que mène ou soutient la Mission, visent à contribuer au maintien d'un environnement apaisé durant tout le processus électoral, et après, d'où notre participation.

Voilà, brièvement, ce que je voulais vous présenter sur les activités de l'ONUCI. Je suis à votre disposition pour des questions sur ma présentation et sur les activités de l'ONUCI en général.

Diallo Ali (Fraternité Matin) : On sait que le problème crucial du pays, c'est le problème sécuritaire. Donc, j'aimerais savoir concrètement ce que l'ONUCI fait pour pouvoir vraiment maîtriser ou enrayer ce fléau ?

KB : La question de la sécurité est une question primordiale pour l'ONUCI. Vous avez raison, c'est l'une des questions les plus cruciales du moment. La mission travaille sur plusieurs plans en ce qui concerne sa contribution à aider à améliorer la sécurité dans le pays. Nous avons augmenté nos patrouilles militaires dans plusieurs régions du pays, mais surtout dans les régions où la sécurité pose le plus de problèmes. Je vous ai parlé du nombre de patrouilles qui ont été faites : 1289. Ca veut dire que ce sont presque 200 patrouilles par jour si je ne m'abuse. Et cela représente seulement les patrouilles qui sont faites par la force de l'ONUCI. Il y a aussi la Police de l'ONUCI, qui fait des patrouilles régulières. La Force militaire effectue aussi des patrouilles conjointes avec les FRCI. Mais au-delà de cela, on travaille également au niveau

macro. Chaque semaine, il y a une rencontre entre l'ONUCI, la force Licorne et les FRCI. Et à chacune de ces rencontres, la question de l'insécurité et la sécurité de la population est posée. La sécurité a aussi avoir avec l'attitude de ceux qui ont les armes vis-à-vis de ceux chez qui ils travaillent. Donc, l'ONUCI organise également des séminaires de formation sur les droits de l'homme à l'attention des forces de l'ordre de tout bord. La sécurité a aussi avoir avec la présence des armes sur le territoire. Et conformément à son mandat, la mission participe à la collecte des armes qui sont rendues par les combattants ou ex-combattants. Donc, je parle de désarmement, un désarmement volontaire. Mais la sécurité a aussi avoir avec la présence des autorités sur le territoire. Comme vous le savez à un certain moment il n'y avait plus ou pratiquement plus d'autorités dans une partie du pays. Et l'ONUCI contribue au retour des autorités dans les parties du pays où elles n'étaient plus. Mais la sécurité a aussi avoir avec ce qu'il y a à l'intérieur. Par ce qu'il y a aussi les petits conflits entre les gens qui peuvent ajouter à l'insécurité. Donc, la mission fait tout pour aider à désarmer, comme on le dit, les cœurs. Et c'est pour cela qu'on organise des rencontres comme celle-ci, c'est pour cela qu'on organise des rencontres d'ONUCI Tour dont j'ai parlées à peu près partout dans le pays pour amener les gens à se rendre compte qu'il y va du bien, du bien-être de la sécurité de tous de pouvoir bien vivre ensemble, faire en sorte qu'on se laisse pas diviser par les différends, qu'on ne laisse pas les différents devenir des conflits violents ; qu'on tourne le dos à la violence. Donc voilà quelques unes des contributions multisectorielles qu'on essaie de faire par rapport à la sécurité.

Brou Paul (Le Mandat) : Vous avez parlé tout à l'heure du nombre de patrouilles : 200 patrouilles en moyenne. Mais vous n'avez pas donné de résultat concret. Qu'est-ce que ces patrouilles ont donné réellement?

KB : C'est une bonne question. Je pense qu'il serait bien de poser la question aux populations des régions où ces patrouilles ont été faites. Mais il y a un indice. Le fait que les populations réclament des patrouilles, cela nous en dit beaucoup. On a aussi des retours empiriques du terrain qui nous mènent à croire que oui effectivement ces patrouilles ont un effet. Je ne peux pas dire qu'elles sont assez. Je crois qu'on ne pourrait pas faire assez de patrouilles. Mais quand on regarde la fréquence des plaintes venant des régions ou des districts où on a fait des patrouilles. Je crois que cela laisse penser que ces patrouilles sont sorties d'effets.

Célestin Kouamé (Soir Info) : j'ai deux petites préoccupations qui sont les suivantes : la première, vous parliez tout à l'heure de la participation de l'ONUCI au désarmement volontaire des combattants. Je voudrais pouvoir avoir un point sur le nombre de combattants que vous avez déjà déramé si cela est possible. Ensuite, ma deuxième préoccupation va porter sur vos efforts à favoriser le retour ou la réinstallation des autorités dans les zones ex-occupées. Quelles sont aujourd'hui les zones ex-occupées véritablement pacifiées, qui dans lesquelles vous avez installé les autorités. C'est la deuxième question. Je vous remercie.

KB : Je vais commencer par la deuxième question. Ce n'est pas l'ONUCI qui réinstalle les autorités. L'ONUCI contribue à faire en sorte que cette

réinstallation puisse devenir une réalité. Et une des manières dont on le fait, c'est par exemple en réhabilitant les commissariats, les préfectures etc. dans ces zones. Parce qu'on ne peut pas s'attendre à un retour massif si ces conditions de base ne sont pas réunies. Donc voilà un volet où nous avons contribué à cela. Il y a aussi le domaine de la sensibilisation des uns et des autres et l'ONUCI a fait beaucoup de travail. Malheureusement, je n'ai pas de chiffres avec moi. Ce que je peux faire, c'est par la suite essayer d'avoir ces informations tant par rapport au retour des autorités et aussi par rapport à la collecte d'armes. Il y a un autre aspect, c'est que la mission s'est toujours abstenue de donner des chiffres partiels par rapport au désarmement. Vous convenez avec moi que c'est un volet assez sensible. Et on aimerait que cette opération arrive à un certain stade avant de donner des détails. Mais dès qu'on aura des détails qu'on peut partager avec vous, on le fera. Vous pouvez aussi m'appeler pour le rappeler.

Serge Séka (Radio Kaniè FM) : Vous aviez parlé tout à l'heure de séminaire de sensibilisation des militaires sur les droits de l'homme. Alors, on constate toujours sur le terrain que les FRCI qui en majorité sont entre guillemets illettrés, agissent avec leur instinct sur les populations de façon à les brutaliser. Et donc comment est ce que vous faites, vous en tant que ONUCI pour accentuer peut être ces patrouilles avec les FRCI dans les zones ? Ou comment faire pour sensibiliser pratiquement tous les éléments qui sont sur le terrain, parce qu'on a l'impression que ce sont les grands qui sont sensibilisés, mais au niveau de la base, il n'y a pas de sensibilisation.

KB : Vous dites quelque chose de très intéressant. Mais, il y a une limite à ce qu'on peut faire de l'extérieur. Tout comme on va dans les communautés pour prôner la réconciliation, pour prôner la cohésion sociale, tout dépend de la volonté et de la capacité de ceux qui sont sensibilisés à agir comme des relais, et dans le cas des forces de l'ordre et aussi de contrôler, de mettre de pression sur les éléments qui sont sous leurs commandements. Donc, dans nos sensibilisations à leur intention, on met l'accent sur cela. J'ai parlé de sensibilisations de proximité qui se font aussi où un grand nombre d'éléments des FRCI sont sensibilisés par notre division des droits de l'homme. Mais c'est aussi précisément à cause de ce problème qu'on a élargi le nombre d'ateliers à cinq à chaque fois qu'on a les Journées de l'ONUCI. Au début, on faisait des ateliers avec les jeunes, les médias, les femmes et les chefs traditionnels. Parce que chacun de ces groupes sociaux a des rôles bien définis dans leur communauté, et ce sont des relais vraiment importants lorsqu'on veut atteindre la communauté toute entière. Mais on a vu qu'on ne pouvait pas s'arrêter là. Donc, on a inclus les forces de l'ordre, cela depuis trois mois. Donc, chaque fois qu'on va dans une localité pour les Journées de l'ONUCI, on inclut un atelier qui permet aux FRCI ainsi qu'à la police et à la gendarmerie de faire une interaction avec la population et les représentants de la population. Cela s'était fait hier. Donc, on attendra le retour de cet atelier, qui je crois, est très important. Mais vous avez raison, c'est un problème sérieux pour tout le monde.

Marie Laure N’Goran (RTI 1): La question est déjà posée sur le désarmement, mais juste une précision. Vous n’avez pas donné de chiffres, dites-nous comment vous procédez à la dépollution des minutions, des bombes que l’ONUCI a entreprise sur l’ensemble du territoire. Juste nous dire quel est le bilan et comment vous procédez.

KB : Je crois que prochainement lorsque je viendrai à Agboville, je vais venir très muni par ce que je vois que vous posez des questions très ciblées et vous aimez les faits et chiffres. C’est un bon signe. Malheureusement, je n’ai pas de chiffres par rapport au déminage. Mais je peux vous expliquer un peu le processus. Comme vous savez, la crise postélectorale a laissé des séquelles dont la présence de minutions non explosées dans des parties de la ville. Ce qui se passe, c’est que nous encourageons la population à téléphoner à l’ONUCI dès qu’elles voient des engins non explosés. Il y a une équipe de déminage qui est là en permanence. En fonction des appels et des besoins, cette équipe est envoyée sur les sites. Comme je l’ai dit, je n’ai pas de chiffres globaux. Mais je vais les ajouter aux informations que j’ai promises à votre collègue de Soir Info.

CK (Soir Info): M. Kenneth, nous savons que l’ONUCI fait de la participation aux (élections) législatives une préoccupation majeure quant à la participation effective de tous les partis politiques. Et pourtant ce n’est un secret de polichinelle pour personne. Le FPI et ses parties alliées ont pour conditions si ne qua non le retour des exilés politiques et surtout la libération de leurs camarades emprisonnés. Je voudrais parler notamment du président Laurent Gbagbo et son épouse. Quels sont les efforts que fournis l’ONUCI pour obtenir la satisfaction de part et autre en vue d’obtenir la participation effective du FPI et de ses alliés. Je vous remercie.

KB : Comme vous l’avez bien dit, la question de l’inclusivité des élections est pour nous extrêmement importante. La question de la participation aux élections est pour nous très importante. Et on a exhorté uns et autres à faire de cette inclusivité et cette participation quelque chose de concret. Parce qu’on sait qu’une élection législative est quelque chose de très sérieuse. C’est à travers l’Assemblée Nationale ou le Parlement, comme vous voulez l’appeler, que le peuple peut valider à travers son représentant des lois, le peuple peut contrôler l’action du gouvernement. Et on a souligné cet aspect, cette importance pour souligner l’importance de la participation. Cependant, la question de la participation est une question souveraine à chaque parti politique. Chaque parti politique jauge le pour et le contre et décide si oui ou non il va participer à un processus. On peut sensibiliser mais en fin de compte, c’est au parti, de part et d’autre, d’arriver à des compromis, des décisions, etc. La question de la libération de l’ancien président Gbagbo et de son épouse n’est pas de notre ressort. Leur arrestation, détention a été décrétée par les autorités ivoiriennes et c’est à ces autorités ivoiriennes de siéger là-dessus, pas à l’ONUCI. Voilà ce que je peux vous dire.

Merci chers collègues d’être venus et d’avoir participé à cette conférence de presse. J’aimerais vous inviter à participer également au forum qui aura lieu dans quelques minutes et bonne continuation avec votre séminaire.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Kenneth Blackman, Porte-parole a.i,

Tél. : +225-06203392 ; Portable : + 225-08071584; Fax : +225-06203305

Email: kblackman@un.org.

<http://www.onuci.org>